

Une bonne année de luttes !



Depuis nos derniers vœux, en janvier 2014, on ne peut pas dire que la politique du gouvernement « socialiste » ait eu quelque chose à envier à celle d'un gouvernement de droite ! Les mesures antisociales se sont multipliées pour faire 50 milliards d'euros « d'économies » et offrir un nouveau cadeau-de 41 milliards d'euros au patronat ! Et en 2015, avec le projet Macron, c'est de nouveaux coups durs qui attendent le monde du travail ! * .

Malgré cela la combativité a été présente et les luttes se sont développées tout au long de l'année. Nombreuses ont été les grèves dans l'Hexagone, chez les postiers, les cheminots, les pilotes d'Air France, les intermittents du spectacle, dans les hôpitaux contre l'Hôstérité, chez Bouygues, Danone, Seita, localement à Hendaye au Nid Marin, et chez Celsa à Boucau/ Tarnos.

En Charente, les salarié-e-s de Leroy-Somer sont en grève depuis le 17 décembre pour l'obtention d'un 13^{ème} mois en remplacement d'un intéressement devenu de plus en plus mince. Ils demandent aussi le versement d'une prime de 740 euros à tout-e-s les salarié-e-s et une augmentation de salaire de 100 euros. La direction a déposé un référé et le juge leur a enjoint d'arrêter le blocage du site et de laisser passer les camions sous peine d'astreinte financière journalière. Ils attendent maintenant les Négociations annuelles obligatoires (NAO) du 7 janvier prochain pour ouvrir une discussion avec la direction qui refuse le dialogue.



Au niveau européen et mondial les luttes ont été nombreuses également. Difficile de les citer toutes ; en Grèce les femmes de ménage sont en lutte depuis un an, en Espagne les mineurs des Asturies et de Castille/Léon, en Allemagne les conducteurs de trains, au Québec les employé-e-s municipaux, aux U.S.A. les travailleuses et travailleurs de la restauration rapide...

Alors oui les luttes existent mais ne sont pas coordonnées à l'échelle nationale et encore moins à l'échelle internationale. Les directions syndicales jouent la carte du soi-disant dialogue social et de temps en temps programment une journée d'action pour satisfaire à moindre prix une base qui revendique et qui exprime de plus en plus, en particulier à la CGT, son ras-le-bol de la politique de la centrale syndicale !



Suivons l'exemple de l'Italie et de la Belgique où ont été organisées en décembre dernier des grèves générales contre les mesures d'austérité et les budgets gouvernementaux pour 2015. Ces grèves, qui ont paralysé ces pays, ont été qualifiées d'historiques malgré les réticences des directions syndicales à les organiser.

Pour cette année nouvelle, le vœu que nous pouvons faire est de nous retrouver tous et toutes ensemble dans la rue pour une grève générale, privé/public, contre la politique du Gouvernement !

Alors bonne année, oui, mais bonne année de luttes !

* (voir notre édito page 2)

Sommaire

Page 1 : Bonne année de luttes !

Page 2 : Loi Macron & Cie : ça suffit !

Page 3 : Un gouvernement modérément « antiraciste »

Page 4 : Défendre l'Education nationale

Page 5 : Pays basque : encore la répression

Page 6 : Livre – Incorrigiblement communiste



LOI MACRON ET ... TOUT LE RESTE : ASKI DA ! BASTA YA ! ÇA SUFFIT !

Le projet de loi Macron, présenté en décembre, sera discuté à l'Assemblée nationale à partir du 22 janvier. Cette loi a pour objectif annoncé de « déverrouiller l'économie française » disons plutôt de démanteler le Code du Travail.

Le volet le plus médiatisé en est le nombre maximal de dimanches travaillés qui passerait de 5 à 12 : une aubaine pour les grands magasins, au détriment des petits commerçants et sur le dos des salarié-e-s. Si leur « volontariat » est requis, on en connaît la signification lorsque salaires de misère et pression patronale sont la règle ! Et la contrepartie salariale n'est même pas fixée...

Cette partie de la loi Macron ne doit pas occulter les autres, dont il a été moins question et qui viennent encore réduire les droits des travailleuses et des travailleurs.

La transformation des tribunaux de prud'hommes, jugés trop favorables aux salarié-e-s, est en marche. En particulier les conseillers prud'hommes ne seraient plus que de simples assesseurs d'un juge professionnel.

L'affaiblissement de l'Inspection du travail est prévu. Le système actuel d'amendes pénales décidées par un tribunal serait remplacé par des amendes administratives. Exit le procès pénal où salariés et syndicats peuvent se constituer partie civile.

Et comme si ce n'était pas suffisant, une série de dispositifs seraient mis en place pour faciliter les licenciements, en particulier en modifiant les règles relatives aux PSE (Plans de Sauvegarde de l'Emploi). Les patrons pourront licencier plus vite, avec moins de risque. Les grands groupes pourront organiser la faillite de filiales dont ils veulent se séparer sans avoir à financer le PSE qui s'apprécierait en effet désormais au regard de l'entreprise et non du groupe.

La loi Macron vient une fois de plus satisfaire les capitalistes. Hervé Mariton, député UMP et ancien candidat à la présidence de son parti, ne s'y est pas trompé en annonçant qu'il votera en sa faveur.

Après la contre-réforme des retraites, après la loi sur la flexibilité du travail et récemment le pacte de responsabilité, le gouvernement Hollande continue son entreprise de démolition des droits des travailleuses et des travailleurs et sa politique en faveur du patronat. Sous prétexte de garantir l'avenir des retraites complémentaires, il est maintenant question de retarder à 64 ans le départ à la retraite, de diminuer les pensions. Sans parler des remises en cause à répétition des 35 h, du CDI...

Plus le patronat en demande et plus le gouvernement cède,

aggravant au fil des mois la situation des classes populaires.

Le chômage croît de façon dramatique : + 600 000 sans emploi depuis avril 2012, et l'année 2014 est pire que 2013. Les derniers mois de 2014 sont catastrophiques, avec une augmentation trois fois plus importante qu'en début d'année. La précarité explose avec, au troisième trimestre 2014, 87 % d'embauches faites en CDD et... qui sont de plus en plus courts.

Quant aux salaires, l'INSEE vient de reconnaître pour la première fois une baisse en 2012, dernière année étudiée : - 0,4% sur le salaire net moyen, toutes catégories de salarié-e-s confondues. Ce n'est pas le 0,8% d'augmentation mécanique du SMIC (le gouvernement a refusé tout coup de pouce) au 1^{er} janvier 2015 qui va changer la donne !

Dans un interview au quotidien espagnol El Mundo du 29 décembre, le premier ministre Valls annonce : « Nous devons faire des efforts pendant des années pour que la France soit plus forte, pour que ses entreprises soient plus compétitives ». Traduisons : les travailleuses et travailleurs doivent continuer à se serrer la ceinture pour que les gros actionnaires se remplissent les poches ; pour ceux du CAC : 39,2 milliards de dividendes versés en 2013 ; 38,9 prévus en 2014 et 42,8 en 2015 !

Aski da ! Basta ya ! Ça suffit ! Pour commencer, stoppons la loi Macron ! Les organisations syndicales n'ont rien à négocier dans un tel projet. L'heure est à préparer la mobilisation générale du monde du travail.





L'antiracisme du gouvernement les paroles et les actes

Prenant la parole début décembre à Créteil, en Région parisienne, suite à l'odieuse agression dont avait été victime une famille juive de cette ville, Bernard Cazeneuve, le ministre de l'Intérieur, déclarait que le gouvernement voulait faire de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme "*une grande cause nationale*". Le Président de la République a repris la même antienne lors de son allocution télévisée de fin d'année.

A priori on ne pourrait que se réjouir d'une telle initiative. Car s'il est un fléau que nous devons combattre c'est bien celui du racisme, sous toutes ses formes. L'antisémitisme en est une des plus anciennes et des plus virulentes puisqu'aujourd'hui plus de la moitié des agressions racistes vise la communauté juive qui représente pourtant moins de 1 % de la population. Sans oublier que des millions de personnes sont victimes également d'islamophobie, d'arabo phobie et de la haine des Noirs liées directement au passé colonial de la France.



Ces préjugés discriminatoires - mais aussi tous ceux liés à la couleur de la peau, à la religion, à la culture, au sexe ou à l'orientation sexuelle - divisent les classes populaires. Ces dernières, au lieu de s'en prendre aux exploitateurs et à leur système, sont incitées à détourner leur colère et leurs frustrations contre des boucs émissaires. De ce point de vue le racisme est une véritable plaie pour le mouvement ouvrier qu'il doit combattre sans concession et sans relâche.

Mais peut-on compter sur le gouvernement "socialiste" pour nous aider dans cette tâche ? Certainement pas. Car il est très loin de donner l'exemple dans ce domaine.

Rappelons qu'en 2012 le candidat Hollande avait promis de faire disparaître les contrôles "au faciès" dont sont victimes de la part des forces de l'ordre les jeunes issus de l'immigration. Une protestation des syndicats de police a



suffi à lui faire oublier sa promesse. De même, lorsqu'ils étaient dans l'opposition, les socialistes n'avaient pas de mots assez durs pour stigmatiser "*la chasse aux Roms*" lancée par Sarkozy. Une fois aux affaires non seulement ils se comportent de la même façon mais, en septembre 2013, Manuel Valls allait plus loin en promettant "*d'aider les Français contre ces populations*" qu'il voulait renvoyer en Roumanie et en Bulgarie. Quant aux clandestins qui s'entassent à Calais dans l'espoir de passer en Grande Bretagne leur situation est aussi désastreuse, le Préfet allant même jusqu'à interdire aux associations humanitaires d'installer des sanitaires dans leurs campements de fortune. Et ce n'est pas le beau discours prononcé le mois dernier par François Hollande lors de l'inauguration à Paris du Musée de l'Histoire de l'Immigration qui fera oublier qu'il n'a jamais tenu sa promesse d'accorder le droit de vote aux étrangers aux élections locales.

Alors bien sûr à titre individuel il est probable que ni Hollande, ni Valls ne sont racistes. Mais lutter réellement contre le racisme les obligerait d'une part à se heurter à toute une partie de l'appareil d'Etat qui lui l'est profondément et, d'autre part, à s'affronter directement à une large partie de l'opinion publique. Et de cela ils n'en ont pas le courage politique.



C'est pourquoi leur lutte contre le racisme se limite à quelques déclarations rassurantes, essentiellement à l'égard de la communauté juive, qui resteront sans doute à l'état de vœux pieux.



DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION contre Hollande / Valls / Vallaud-Belkacem

L'Éducation nationale était annoncée comme l'une des priorités de la mandature Hollande. Secteur privilégié de la fonction publique, ses effectifs devaient subir une augmentation relativement importante : était prévue la création de 60 000 postes mais aux dépens, il faut le préciser, d'autres secteurs, puisque le nombre de fonctionnaires devait rester stable. A mi-mandature présidentielle, on est bien loin du résultat promis.

Les 60 000 postes à créer : un mirage !

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. A la moitié du quinquennat, seulement 4 000 vrais postes ont été créés (2906 dans le primaire et 950 dans le secondaire). Si le ministère affirme qu'il est sur la bonne voie, revendiquant la création de plus de 30 000 postes, c'est parce qu'il inclut dans son calcul les postes de stagiaires... arnaque classique ! En fait, les créations réelles permettront tout juste de compenser l'augmentation attendue du nombre d'élèves, conséquence d'une démographie en hausse. En aucun cas elles ne

pourront améliorer les conditions d'enseignement. La réforme des REP (Réseaux d'Education Prioritaire) en est un exemple.

Dégradation de l'éducation prioritaire

Rappelons que les REP sont des établissements scolaires qui bénéficient d'une aide spécifique (classes à 25 élèves maximum au lieu de 30, enseignants supplémentaires, heures de concertation pour les équipes d'enseignants, soutien aux projets...), qui vient compenser un environnement social défavorisé. Le contexte social actuel, avec l'augmentation du chômage et de la précarité, les salaires de misère, rend le quotidien des classes populaires de plus en plus difficile. Et lorsqu'on sait, d'après les données de l'Éducation nationale elle-même, que « *le poids de l'origine sociale sur les performances des élèves a progressé de 33 % entre 2003 et 2012* », une extension des ZEP aurait été nécessaire pour, au minimum, compenser cette évolution négative. On en est très loin avec la réforme Vallaud-Belkacem qui, de fait, prend aux uns pour donner aux autres.

En effet, d'après les annonces de la ministre elle-même, le nombre des réseaux créés et celui des réseaux supprimés (200 collèges et 1 400 écoles) s'égalisent. C'est donc qu'il y aura de très nombreuses suppressions. La colère gronde, y compris dans les établissements classés REP+, les plus sensibles : en effet, bien qu'étant les « privilégiés » de l'éducation prioritaire, les moyens supplémentaires alloués restent



très en deçà de ce qui serait nécessaire vu les grandes difficultés des élèves.

La mobilisation s'étend

En Région parisienne, de nombreux établissements sont en lutte et une coordination a vu le jour. Deux journées de grève, les 9 et 17 décembre, ont eu lieu dans plusieurs académies. Le maintien, plus même l'élargissement de la carte des REP et REP+, sont revendiqués, de même que des moyens pérennes à la hauteur des besoins. Enseignants et parents d'élèves sont le plus souvent au coude à coude dans l'action (opérations écoles et collèges morts, manifestations, délégations au Rectorat etc.). Démarré à la mi-novembre, le mouvement s'étend de Dieppe à Marseille en passant par Lille, Toulouse... touchant les banlieues des grandes villes mais aussi les zones rurales. Localement, Boucau est touché et comme dans bien d'autres villes, la mobilisation se prépare pour la rentrée de janvier. Car si le ministère promet une « transition à la sortie » censée durer trois ans pour accompagner les établissements quittant le statut de REP, aucune garantie n'a été donnée pour le maintien des aides, en particulier les effectifs à 25 par classe ; et de toute façon, la sortie est refusée par les personnels et parents. Aussi la révolte s'amplifie.

Contre la réforme du gouvernement, pour la défense et l'amélioration de l'éducation prioritaire et du service public d'éducation, cette mobilisation des enseignants et des parents doit se développer, avec notre soutien actif, pour faire reculer Hollande/Valls/Vallaud-Belkacem.





MOBILISATIONS CONTRE LA REPRESSION

LE 10 JANVIER À BILBAO
LE 12 JANVIER À BAYONNE

Il y a déjà plus de trois ans, le 17 octobre 2011, la déclaration d'Aiete en faveur du processus de paix était signée par des experts internationaux reconnus. Trois jours plus tard, l'ETA annonçait l'arrêt définitif de la lutte armée. Depuis, la société et les organisations progressistes du Pays Basque engagent toutes leurs forces en faveur d'une résolution pacifique, démocratique et politique du conflit. En octobre dernier, le groupe de dialogue du Pays Basque Nord (composé d'élus, de représentant-e-s politiques et syndicaux) signait une déclaration qui appelait le gouvernement français à participer au processus de paix et proposait une série de mesures à prendre.

Mais force est de constater que ces initiatives en faveur de la paix sont unilatérales. Les Etats espagnol et français persistent dans la voie répressive; arrestations, procès, condamnations se poursuivent. La situation des prisonnier-e-s et des exilé-e-s ne change pas. Aussi la mobilisation se développe.

Contre l'isolement et la dispersion des prisonniers politiques basques
SARE (réseau citoyen pour les droits

des prisonniers-ères et des exilé-e-s politiques basques) appelle à manifester le 10 janvier à Bilbao, à 17h30, pour le rapprochement et le regroupement des prisonnier-e-s politiques. Ils sont au nombre de 700, certain-e-s gravement malades, dispersé-e-s dans les prisons espagnoles et françaises, ce qui oblige leurs familles et ami-e-s à parcourir des centaines, voire des milliers de kilomètres pour les visiter. Les mesures de dispersion tentent de nier la dimension politique du conflit, elles signifient pour les prisonnier-e-s exil et isolement. Et le bilan humain est lourd, dû aux risques d'accidents liés aux longs déplacements (plus de 400 accidents de la route depuis 1989, 10 pour l'année 2014). Contre la dispersion, des dizaines de milliers de personnes sont attendues à Bilbao.

Des bus sont organisés depuis Iparralde. Pour tout renseignement tel : 06 72 54 29 79 mail : nownierebanoa@gmail.com

Toutes et tous à Bilbao le 10 janvier à 17h30 !



Aurore, Haizpea et 33 militant-e-s de la gauche abertzale en procès

Aurore Martin et Haizpea Abrisketa, toutes deux de citoyenneté française, font partie des 35 militant-e-s de la gauche abertzale qui passeront en jugement à partir du 12 janvier prochain devant l'Audiencia Nacional à Madrid. Le procès devrait durer six mois. Ces militant-e-s encourent jusqu'à 10 ans de prison pour des actes politiques (rédactions d'articles, réunions, participation à des meetings...) ayant eu lieu dans les années qui ont suivi l'interdiction en Espagne de Batasuna, Segi etc. Sous le prétexte de participation à une activité terroriste, c'est de fait leur activité politique que l'Etat espagnol veut réprimer.

Un collectif d'organisations (dont le NPA) dénonce cette atteinte aux droits élémentaires que sont les droits d'opinion, d'expression et de réunion, et également l'utilisation de législations et mesures d'exceptions comme le Mandat d'arrêt européen (MAE).

Le collectif appelle à protester dans la rue pour exiger l'arrêt de la répression et la relaxe pour les 35 inculpé-e-s.

Manifestons toutes et tous à Bayonne le 12 janvier à 18h30 devant la Mairie !





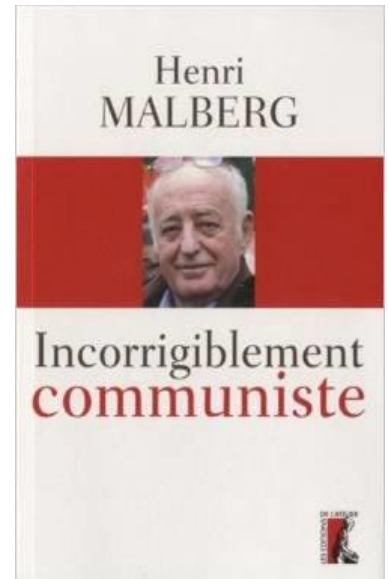
Livre

Incorrigiblement communiste de Henri Malberg

Editions de l'Atelier

Henri Malberg a été pendant très longtemps dirigeant de la Fédération de Paris du PCF tout en occupant d'importantes fonctions dans la presse nationale du parti (notamment à "France Nouvelle"). Il fut également conseiller municipal du populaire XXème arrondissement de Paris avant de siéger au Conseil de Paris. Le livre qu'il vient de publier est le fruit de discussions qu'il a eues pendant plusieurs mois avec deux journalistes en formation, Céline Landreau et Antoine Vabre.

Né en France d'une famille juive d'origine polonaise pourchassée par les Nazis pendant la guerre, il rejoint à la Libération les Jeunesses Communistes à l'âge de 15 ans avant de devenir membre du parti. Un parti qu'il ne quittera plus et auquel aujourd'hui, âgé de plus de 80 ans, il reste encore attaché. Il reste aussi fidèle à une certaine idée qu'il se fait d'une société future débarrassée de l'oppression, de la misère, de l'exploitation, du racisme etc. De même il dénonce la mainmise du capital financier non seulement sur l'économie mais sur la société toute entière. Et, de ce point de vue, on ne peut que se sentir proche de lui.



M. Thorez, secrétaire général du Parti Communiste français appelle à la reprise du travail: « Il faut savoir terminer une grève ».

Malheureusement Malberg occulte plus ou moins sciemment toute une partie de l'histoire et de la politique du PCF. Pas un mot par exemple sur le fait que la majorité "Front Populaire" de la Chambre des députés, élue en 1936 avec le plein soutien du Parti communiste, appela, trois ans plus tard, Pétain aux affaires. Pas un mot sur la politique des dirigeants communistes à la Libération qui participèrent au gouvernement tripartite sous la houlette de De Gaulle. C'était l'époque où, pour remettre en selle la bourgeoisie, Maurice Thorez exhortait les ouvriers à "Produire d'abord, revendiquer ensuite" ou présentait la grève comme "l'arme des trusts". Pas un mot encore sur le vote des Pouvoirs spéciaux au gouvernement du socialiste Guy Mollet en 1956, le même qui quelques mois plus tard envoyait le contingent faire la sale guerre d'Algérie. Pas un mot enfin sur la politique des directions du PCF et de la CGT en Mai 1968 qui tentèrent d'abord de bloquer le mouvement (en traitant les étudiant-e-s qui tenaient le pavé de "provocateurs" et de "casseurs") avant d'être contraintes d'ouvrir les vannes sous la pression des grèves qui se multipliaient sans elles

Plus près de nous la participation à des gouvernements "socialistes" de ministres communistes, sous Mitterrand puis avec Jospin, ne lui pose pas de problème. Bien mieux, explique-t-il, "les ministres communistes y ont participé en faisant du bon boulot". Sans se demander si ces gouvernements de gauche, cautionnés par le PCF, ne sont pas en grande partie responsables des désillusions d'aujourd'hui du monde travail à l'égard du Parti socialiste mais également du Parti communiste.

De ce point de vue expliquer le recul de la conscience politique de la classe ouvrière par la seule offensive du libéralisme débutée il y a une trentaine d'année avec Thatcher puis Reagan est un peu court. Mais cela lui permet de passer sous silence la politique menée pendant cette période par la direction du PCF, politique qui a conduit des dizaines et des dizaines de milliers de militant-e-s et de sympathisant-e-s à quitter le parti sur la pointe des pieds et à abandonner toute activité politique. Une absence que nous payons aujourd'hui lourdement et qui a facilité l'implantation du Front national dans les milieux populaires.

Quant à l'avenir, la "nouvelle alliance" que préconise Malberg (agrémentée d'un soupçon de VIème République) ressemble à s'y méprendre à feue l'Union de la Gauche et à ses diverses avatars puisqu'on y retrouverait outre le Front de Gauche, les socialistes "frondeurs", les Verts-écologistes etc. Rien de très novateur sur le plan



Enfin, sur le plan de l'histoire, si Malberg reconnaît s'être trompé sur la véritable nature de l'URSS et du défunt Bloc communiste (ce qui n'est pas très difficile un quart de siècle après leurs disparitions), pas un mot pour exprimer sa solidarité avec les communistes - dont nous revendiquons l'héritage - qui, en URSS et hors d'URSS, critiquèrent sans relâche le stalinisme dès son origine et furent, pour cela, emprisonnés, persécutés, et exécutés non seulement en URSS mais également en Espagne, en Allemagne, en Pologne, en Chine etc... mais aussi en France pendant la Seconde guerre mondiale par des hommes de main du PCF.

Et cela Malberg ne peut l'ignorer même s'il fait le choix de ne pas en souffler mot.

